

JOËL TOUJAS-BERNATÉ, CHEF DE DIVISION AU FMI : «Les augmentations de salaires ont été très généreuses mais...»

Les augmentations de salaires ont été «très généreuses» mais peuvent poser des risques de pressions inflationnistes, selon Joël Toujas-Bernaté, chef de division au Fonds monétaire international (FMI), et qui relève que l'Algérie est exposée à une «position plus vulnérable» en cas de baisse des prix des hydrocarbures.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Après avoir animé la veille une conférence de presse sanctionnant une mission de deux semaines à Alger, Joël Toujas-Bernaté était, hier matin,

Rencontre algéro-espagnole sur le partenariat durable

Ce sont en tout plus d'une trentaine d'hommes d'affaires espagnols et algériens qui se sont regroupés mardi et mercredi au Sheraton d'Oran, avec comme objectif de lancer les bases d'un partenariat durable et d'échanges fructueux pour les deux parties. Cette rencontre est le fruit d'un travail mené depuis des mois entre deux entités espagnole et algérienne, le Cercle de négociation espagnol et le Cercle de commerce et d'industrie algéro-espagnol.

Basées sur des ateliers et des workshops sectoriels, ces PME venues du nord-est de l'Espagne et de la Catalogne, et de plusieurs wilayas du pays vont s'efforcer de construire et de nouer des relations «pour développer des projets en commun, accroître les transferts de technologie et partager nos réseaux de distribution», a déclaré le chef de la délégation espagnole. Parmi les secteurs concernés par cette rencontre de deux jours, figurent l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, le BTPH, le médical, la pharmacie et la parapharmacie.

Du côté des Algériens, ce sont évidemment les transferts de technicité qui intéressent pour l'heure. Sur la question du développement des TICS pour la gestion des entreprises, seulement 10 à 15% des PME ont recours à l'informatique, avouera le représentant du ministère de la PME et de la Promotion de l'investissement. Au-delà de cette rencontre, c'est l'enjeu de la création de la première chambre de commerce et d'industrie algéro-espagnole qui se joue et qui devrait sous peu voir le jour. Alors que l'Espagne est l'un des tout premiers partenaires de l'Algérie, il n'existe toujours pas de chambre de commerce entre les deux pays. Oran et sa région qui entretient des relations commerciales privilégiées avec l'Espagne, se trouve de facto au cœur de ce projet et à la pointe de la construction d'un partenariat durable, comme ont tenu à le souligner les participants à cette rencontre.

Fayçal M.

l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale. Selon le représentant du FMI, favorisées par un contexte d'aisance financière, les dépenses publiques ont augmenté de «façon importante» cette année, en raison de plusieurs facteurs.

Soit «la continuation de la mise en place de rémunérations et régimes indemnitaires plus élevés pour les fonctionnaires», mais également des «nouvelles mesures de soutien à l'emploi des jeunes, de soutien des prix de certains produits de base dont les prix avaient augmenté sur les marchés internationaux, et en faveur de la PME».

Or, «aujourd'hui, on arrive à une situation où les dépenses de fonctionnement de l'Etat sont à un niveau élevé», note Toujas-Bernaté. Ce qui «risque de contraindre un peu plus les marges de manœuvre à l'avenir», dira-t-il, dans la mesure où ce se sont «souvent des dépenses incompressibles» et «donc, ça expose l'Algérie à une position plus vulnérable au cas où les prix des hydrocarbures venaient à baisser».

Voire, le représentant du FMI observe que «ces augmentations

de salaires qui ont été très généreuses, de 30, 40, 50%, voire 60% dans certains cas, peuvent poser des risques de pressions inflationnistes». Certes, «jusqu'à présent, ces risques ne se sont pas matérialisés, de part le comportement des ménages qui ont épargné une grande partie des revenus supplémentaires, également une partie de leur demande s'est portée sur l'importation et, donc, n'ont pas fait porter de tensions sur le marché intérieur, et puis, enfin, une politique monétaire de la Banque d'Algérie qui reste très vigilante», relève-t-il.

Or, «tant que ces comportements perdureront, on peut s'attendre à ce que l'inflation reste maîtrisée. Aujourd'hui, elle est autour de 4%», ajoute-t-il. Néanmoins, Joël Toujas-Bernaté appelle à «rester vigilant par rapport à ces pressions qui pourraient se matérialiser».

L'Algérie est «immune», quoique...

Certes, «l'Algérie conserve une situation financière très confortable, des réserves internationales très élevées, une épargne budgétaire élevée qui lui permet de pouvoir faire face à tout choc que l'on pourrait envisager à l'avenir», constate-t-il. Comme le représentant du FMI note que pour le moment l'Algérie est «relativement immune», «à l'abri d'une contagion de



Joël Toujas-Bernaté.

la crise financière internationale» et que «si une nouvelle crise devait s'approfondir, ça ne toucherait pas vraiment le secteur financier algérien». Néanmoins, le risque principal réside, selon Toujas-Bernaté, dans le fort ralentissement de l'économie mondiale et une baisse de la demande énergétique notamment en Europe, principal marché pour les exportations d'hydrocarbures algériennes. «C'est le canal par lequel l'Algérie pourrait être affectée», selon l'invité de la Chaîne III. Dans la mesure où les perspectives économiques internationales venaient à s'assombrir davantage, «une baisse

des prix des hydrocarbures est un risque qui pourrait être envisagé» et «ça affecterait les équilibres budgétaires», relève Toujas-Bernaté. L'occasion pour le représentant du FMI d'appeler à redoubler d'efforts, de manière concrète, pour le développement conséquent du secteur privé, en tant que moteur de croissance et générateur d'emplois.

Mais aussi en matière de modernisation et de renforcement des capacités du système financier national, ainsi que pour la diversification de l'économie et l'amélioration de l'environnement des affaires.

C. B.

DETTES DES PÊCHEURS

La BADR leur accorde un rééchelonnement

Des pêcheurs vont bénéficier du rééchelonnement de leurs dettes bancaires pendant trois années. Par ailleurs, la Chambre nationale de la pêche et d'aquaculture œuvre pour la mise en place de récifs artificiels dans les zones interdites à la pêche.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Parmi les 556 pêcheurs en litige avec la BADR, 345 ont bénéficié d'un rééchelonnement

de leurs dettes pendant trois années. Le remboursement sera étalé sur une à dix années, selon les cas», a affirmé Mohamed Larbi Yahiouche, président de la Chambre nationale de la pêche et d'aquaculture.

Il également annoncé lors du conseil national de la Chambre, tenu hier à Alger, la création d'une société par actions (SPA) pour la gestion des pêcheries.

«Cette société assurera le transit du poisson des différentes pêcheries du territoire national vers les grossistes.

Cela permettra de maîtriser le prix du poisson sur le marché» et mettre fin à la spéculation», a-t-il précisé.

Il a ainsi plaidé pour la réglementation de l'activité des mandataires de ce marché.

Autre point débattu, la création d'une zone de pêche artisanale. «Les propriétaires des petites embarcations sont souvent lésés par les lois.

Elles sont les mêmes que celles appliquées aux propriétaires des petites et des grandes embarcations sans aucune dis-

inction. Or, les rentrées entre les deux sont largement différentes», explique Mohamed Larbi Yahiouche. Et d'ajouter : «53% de la flotte de pêche est composée de petits métiers.»

La Chambre nationale de la pêche et d'aquaculture œuvre également à la mise en place de récifs artificiels dans les zones interdites à la pêche. «L'objectif est d'empêcher la pêche illicite et la cueillette illicite du corail», précisera le président de la Chambre.

R. N.

ANNABA

Protestations pour l'emploi et le logement

Hier mercredi, la ville d'Annaba a vécu une journée marquée par deux mouvements de protestation des habitants des quartiers Seybouse (ex-Joannonville) et Béni M'hafer.

Les protestataires, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de jeunes et même des adolescents, ont coupé la route pendant deux heures environ au niveau des deux quartiers. Ils réclamaient des emplois et des logements.

Après l'intervention des forces de l'ordre, qui ont longuement palabré avec les protestataires, la route fut rouverte à la circulation automobile et les protestataires se sont dispersés dans le calme. Un individu, planqué non loin du quartier de Beni M'hafer, a intimé l'ordre aux jeunes manifestants, à l'aide

d'un téléphone portable, de descendre plus bas pour se rapprocher du siège de la wilaya afin de «donner plus de poids» à leurs revendications.

Selon des indiscretions du quartier même, cet individu serait un manipulateur et un trafiquant de logements qui a intérêt à voir la ville s'embraser davantage. Après avoir obtenu plusieurs logements au nom d'une association bidon, il a été contrarié dans sa nouvelle quête, nous a-t-on indiqué, avant de préciser que son nom ne figurait pas sur les listes du quartier affichées dernièrement.

On lui a verrouillé toutes les portes de trafic dans les logements, a affirmé la même source. La veille, des habitants de Coudiat

M'rah, dans la daïra d'Aïn Berda, ont, de leur côté, coupé la RN 44 reliant Guelma à Annaba. Ils se plaignaient de l'état de la route qui mène à leur village, distant de quelque trois kilomètres, devenue une piste en raison du manque d'entretien et de leur environnement.

Des jeunes de la même agglomération ont remis ça dans la matinée d'hier. Ces derniers réclamaient des emplois.

Leur mouvement a, lui aussi, pris fin suite à l'intervention du chef de daïra, du maire et des forces de l'ordre qui les ont raisonnés afin de libérer la route au trafic, tout en les assurant que leurs doléances seront prises en charge.

A. Bouacha